

CONSEIL D'ORIENTATION DES RETRAITES
Séance plénière du 16 avril 2026 à 10h00
« Préparation du rapport annuel de juin 2026 »

Document n° 3
<i>Document de travail, n'engage pas le Conseil</i>

Projections démographiques Insee

Billet de blog de l'Insee

Actualisation des projections de la population en France à l'horizon 2070 : quelles hypothèses retenir ?

Chloé Tavan, Insee, 10 avril 2026

Combien serons-nous en France en 2070 ? Combien d'enfants à accueillir dans les écoles ? Combien de personnes en âge de travailler ? Combien de seniors ayant besoin d'être accompagnés dans leur quotidien ? Pour répondre à ces questions, l'Insee réalise depuis plusieurs décennies, tous les 5 ans environ, un exercice de projection de la population vivant en France, qui alimente à son tour de [nombreux autres exercices de projection](#) : population à l'échelle des territoires [Cazaubiel A., El Guendouz A., 2022], population active [Bechichi N., Fabre M., Olivia T., 2022 et 2023], ménages [Gamblin V., 2024] ou encore personnes âgées dépendantes [Dufeutrelle J., Pucher O., Louvel A., 2025]. Même si les projections de population ne sont pas des prévisions, elles offrent un cadre d'analyse cohérent et partagé permettant d'explorer différents futurs possibles. Ce cadre de référence est indispensable pour comprendre la logique des dynamiques démographiques et leurs conséquences sur la trajectoire économique et sociale à venir de notre pays, notamment sur les équilibres de notre système de protection sociale. Après son dernier exercice, publié fin 2021 [Algava É., Blanpain N., 2021, (A) et (B)], l'Insee prépare un nouveau millésime de projections, qu'il publiera dès juin 2026. Dans un contexte démographique qui a fortement évolué (depuis 2021, sortie de la crise Covid, baisse accélérée de la fécondité), l'actualisation de ces projections arrive à un moment particulièrement opportun. Comment l'Institut réalise-t-il ce travail et sur quelles hypothèses se fondera ce nouvel exercice ?

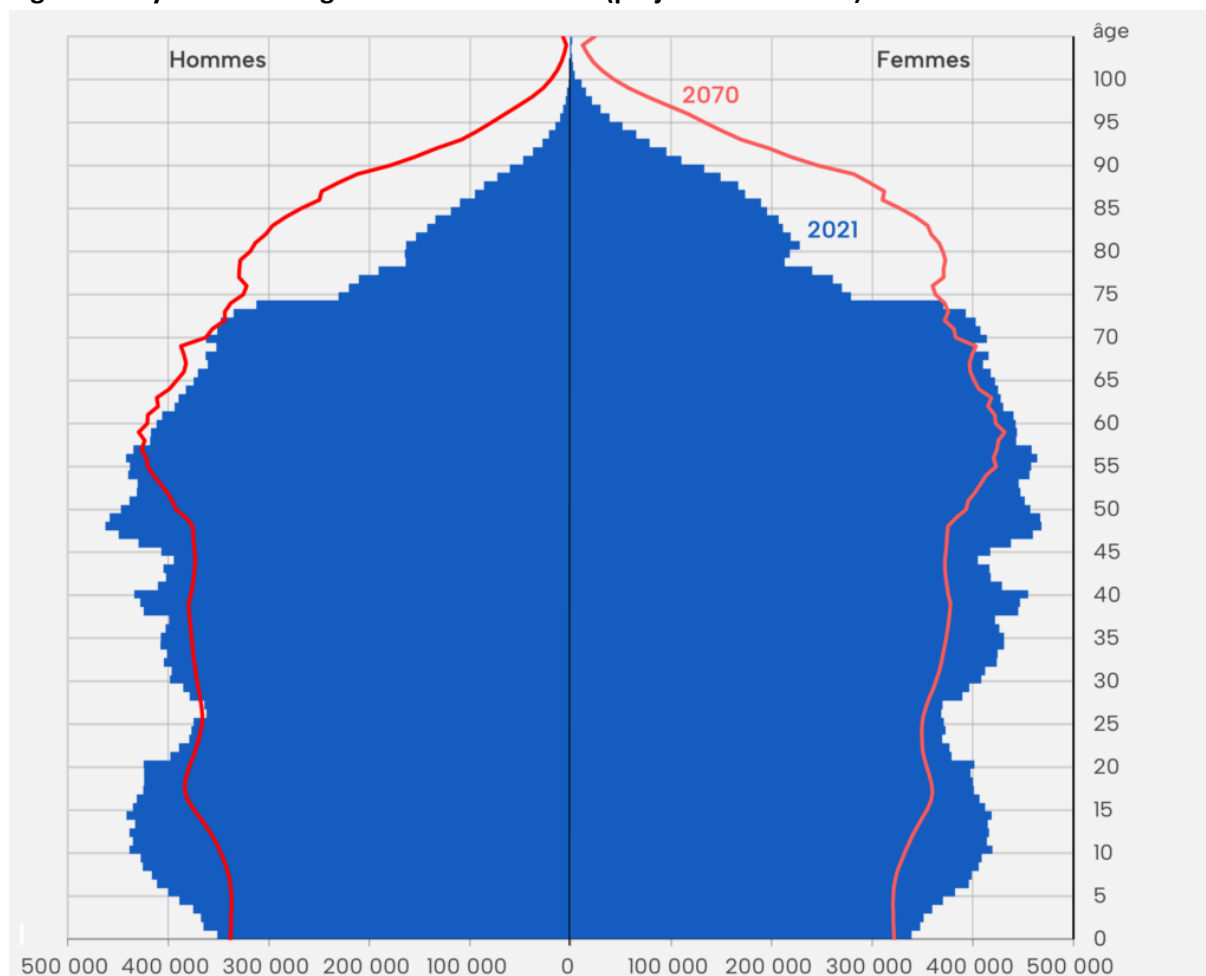
« Est-ce que la croissance de la population française peut se retourner ? Quand et à quelles conditions ? ». Voici quelques exemples de questions auxquelles les projections de population de l'Insee permettent de répondre. Projection ne veut pas dire prévision, ni prédiction : les projections de population ne visent pas à dire ce que sera l'avenir, mais à observer les conséquences sur le niveau et la structure de la population d'évolutions possibles des trois composantes de la dynamique démographique : fécondité, mortalité et migrations. Elles nous racontent ainsi comment sera la population de la France de demain, conditionnellement aux hypothèses que l'on peut raisonnablement poser aujourd'hui sur les comportements démographiques futurs. Les projections ne disent pas : « Voilà ce qui va arriver », mais répondent à la question, en apparence simple : « Que deviendrait la population de la France si les comportements observés aujourd'hui évoluaient de telle ou telle façon ? ». En offrant un cadre d'analyse cohérent permettant d'explorer différents futurs possibles, sous des hypothèses clairement explicitées, elles aident à la compréhension des mécanismes démographiques et éclairent par exemple l'effet durable et cumulatif d'une baisse de la fécondité ou le rôle des migrations. Elles mettent aussi en évidence les conditions dans lesquelles certains phénomènes démographiques peuvent se réaliser. Dans certains cas, même si les projections ne visent pas la prédiction, elles peuvent mettre en évidence des faits qui apparaissent comme robustes au fil des exercices, quels que soient les scénarios étudiés, comme le fait que la France connaît et connaîtra un vieillissement de sa population [Toulemon L., Algava É., Blanpain N., Pison G., 2022].

La méthode des composantes : un principe simple pour un exercice complexe

Depuis plusieurs décennies que l'Insee réalise des exercices de projection de la population, la même méthode est utilisée. Elle l'est aussi par de nombreux organismes statistiques étrangers et organisations internationales, comme l'office de statistiques de l'Union européenne, Eurostat, ou l'Organisation des Nations unies (ONU). Cette méthode, dite des « composantes », consiste en un exercice de type comptable dont le principe est simple [Léridon H., 2015]. On part de la population, ventilée par sexe et âge, du dernier bilan démographique publié [Thélot H., 2026]. Puis on la fait évoluer année après année, d'une part, en faisant naître des enfants et en faisant vieillir, voire mourir, les personnes présentes en début d'année ; d'autre part, en ajoutant à ces évolutions naturelles le solde migratoire, différence entre le nombre de personnes nouvellement entrées sur le territoire national et le nombre de celles qui l'ont quitté récemment.

Pour déterminer combien d'enfants vont naître chaque année, on applique à l'effectif de femmes de chaque âge un taux de fécondité, c'est-à-dire la probabilité d'avoir un enfant dans l'année. Pour déterminer combien de personnes vont mourir chaque année, on applique à l'effectif de personnes encore en vie un quotient de mortalité, c'est-à-dire un risque de mourir dans l'année, propre à leur sexe et à leur âge. Le solde migratoire ventilé par sexe et âge est ajouté. De proche en proche, la population évolue donc, dans son volume comme dans sa structure (figure 1) [Insee, 2021].

Figure 1 – Pyramide des âges en 2021 et en 2070 (projections de 2021)



Champ : France.

Sources : Insee, estimations de population et statistiques d'état civil (pour 2021), projections de population 2021, scénario central (pour 2070).

L'enjeu principal des projections est de savoir à quelle valeur fixer les trois composantes qui pilotent l'évolution future de la population (fécondité, mortalité et migrations). Les statisticiens sont en la matière assez démunis, le passé ne leur donnant pas toujours beaucoup d'indices pour deviner l'avenir : qui pouvait prédire la rapidité et l'ampleur de la progression des naissances au sortir de la Seconde Guerre mondiale, ou leur repli au milieu des années 1970 ? Le choix des paramètres résulte donc de la méthode « à dire d'experts » : c'est en s'appuyant sur une connaissance fine des tendances passées et récentes et en croisant le regard de nombreux experts venant d'horizons divers que l'Insee fixe les valeurs des paramètres. « Les trois processus démographiques sont chacun difficiles à anticiper, avec des caractéristiques qui leur sont propres » [Guillot M., 2025].

Commençons par la composante sur laquelle l'information disponible est la plus fournie, la mortalité. L'espérance de vie, qui offre une mesure synthétique de la mortalité [Robert-Bobée I., Tavan C., 2025], a régulièrement progressé en France, hormis quelques à-coups comme récemment avec la crise sanitaire du Covid-19. La poursuite de cette hausse fait globalement consensus, mais la question du rythme auquel ces gains d'espérance de vie vont se faire à l'avenir est plus ouverte [Valin J., Meslé F., 2010]. En effet, les gains d'espérance de vie s'amenuisent depuis une dizaine d'années [Pison G., 2019]. Ce ralentissement va-t-il se poursuivre ? Avec quelle ampleur ? À partir des tendances passées, qui

présentent une certaine régularité, il est possible de tracer plusieurs futurs possibles pour la mortalité, avec une évolution de l'espérance de vie plus ou moins dynamique selon la période utilisée pour prolonger les tendances. L'espérance de vie évolue donc progressivement sur toute la période de projection.

Pour la fécondité et les migrations, l'exercice est encore plus complexe, car les tendances passées sont moins linéaires et les retournements difficilement anticipables. Et il ne suffit pas de déterminer une valeur cible, mais aussi la trajectoire pour y arriver.

La fécondité est particulièrement difficile à anticiper, car elle dépend de nombreux facteurs : contexte et perspectives économiques, politiques ou environnementales, évolution des modes de vie et des normes sociétales, rôle des politiques familiales... sans pour autant qu'il y ait un lien mécanique et quantifiable entre ces facteurs et la fécondité. Par ailleurs, dans le contexte de report de l'âge à la maternité depuis de nombreuses années, les cartes sont brouillées : à un âge donné, les femmes peuvent avoir moins d'enfants que leurs aînées (et donc l'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) peut diminuer), sans qu'elles aient à la fin de leur vie féconde moins d'enfants. Cet effet de report des naissances finit sans doute par atteindre ses limites quand l'âge au premier enfant devient élevé. Enfin, si l'ICF donne une bonne mesure de la fécondité à un instant donné, ses variations peuvent dans certains cas traduire uniquement un phénomène transitoire, comme ce fut le cas par exemple lors de son repli en 1993-1994, dans un contexte de conjoncture économique défavorable [Masson L., 2015], ou de son rebond en 2021, dans un contexte perturbé par la crise sanitaire du Covid-19 [Papon S., 2022]. Il faut alors démêler, dans les évolutions observées, ce qui relève du structurel et du conjoncturel. Concrètement, pour réaliser les projections, nous avons besoin non pas de l'ICF mais de sa décomposition par âge, c'est-à-dire les taux de fécondité aux différents âges. Ces derniers sont alors modélisés à partir d'un ICF donné et d'un âge moyen à la maternité donné [Algava É., Blanpain N., 2021, (C)]. La valeur de l'ICF est celle fixée comme cible pour l'exercice ; cette cible est supposée atteinte après quelques années de projection. L'âge moyen à la maternité est déterminé en prolongeant la tendance passée jusqu'à un âge considéré comme plafond à partir duquel l'âge moyen est stabilisé.

Les migrations constituent sans doute la composante la plus incertaine des projections de population. Elles dépendent de facteurs économiques, écologiques, politiques et géopolitiques difficiles à anticiper sur le long terme. Elles sont aussi la résultante de dynamiques très hétérogènes, qui concernent aussi bien les migrations de personnes nées à l'étranger que les migrations des personnes nées en France. Or, dans un contexte de solde naturel fortement réduit et même négatif en 2025 [Thélot H., 2026], c'est la composante qui est la plus susceptible de porter l'évolution de la population dans les années à venir. Le solde migratoire est fixé à un niveau supposé atteint dès les premières années de projection et est ventilé par sexe et âge en fonction de la structure observée sur le passé.

Même si les projections visent à éclairer la situation à un horizon lointain, elles restent avant tout un miroir des tendances récentes. Ainsi, les retournements ou les infléchissements de tendance de la démographie française au cours des dernières décennies ont conduit à réviser les hypothèses retenues pour les exercices successifs [Blanchet D., Le Gallo F., 2014].

Un éventail de scénarios pour couvrir le champ des possibles

En raison de la difficulté, voire de l'impossibilité, à tracer une route unique pour l'avenir, les projections de population proposent un ensemble de scénarios visant à balayer un large éventail de futurs démographiques possibles. Sur chacune des composantes (fécondité, mortalité, migrations), trois valeurs sont retenues : une valeur dite « centrale », qui, sans être certaine, est celle qui semble la plus probable compte tenu des tendances récentes ; et des valeurs basse et haute, choisies pour plus de simplicité d'usage de façon symétrique par rapport à cette valeur centrale. Cela constitue un jeu de 27 scénarios, parmi lesquels figure le scénario central, celui pour lequel les trois composantes sont à leur valeur centrale. En plus de ces 27 scénarios, l'Insee produit des scénarios dits de travail, qui ont plus une visée illustrative permettant de comprendre l'impact des hypothèses ; il peut s'agir par exemple d'un scénario de mortalité constante ou d'un scénario de solde migratoire nul.

En réponse à la prise de conscience du phénomène de vieillissement de la population et de ses conséquences pour le système de protection sociale, l'horizon des projections a été repoussé ; alors que jusqu'au début des années 1970, il était au plus d'une vingtaine d'années, les projections de 2026, comme celles de 2021, auront ainsi comme horizon principal 2070, soit quarante à cinquante ans. Or, plus l'horizon est lointain, plus l'incertitude augmente.

Plus précisément, jusqu'à 10-15 ans, les projections s'écartent moins de l'observé. En effet, la majorité des adultes de demain sont déjà nés et la mortalité réserve moins de surprises. En outre, un éventuel écart entre la projection et l'observé sur la fécondité lors des premières années n'a pas le temps de se propager à l'ensemble de la pyramide des âges, si bien qu'il a un impact limité sur le niveau de la population totale. En revanche, un tel écart a bien sûr des conséquences plus importantes sur le nombre de jeunes enfants. Dès lors, à un horizon de 10-15 ans, c'est le solde migratoire qui constitue la principale source d'incertitude sur la population totale.

Pour des horizons plus lointains, dépassant les 15 ans, la fécondité et les migrations jouent un rôle de plus en plus important et l'éventail des possibles s'élargit. Un écart limité sur la fécondité entre la projection et l'observé a, par exemple, des conséquences importantes sur la population totale au bout de 50 ans, car il joue non seulement sur les bébés de demain, mais aussi sur ceux d'après-demain. En effet, à cet horizon, les bébés de demain seront à leur tour devenus parents, voire grands-parents. De même, les personnes ajoutées ou non au titre du solde migratoire influent, quelques années plus tard, sur les naissances. Cet effet « boule de neige » peut conduire à des trajectoires de la population de plus en plus accentuées, à la hausse comme à la baisse, sur le long terme.

L'horizon et la sensibilité aux paramètres (fécondité, mortalité, migrations) ne seront pas les mêmes en fonction des usages et de la population d'intérêt [Toulemon L., Algava É., Blanpain N., Pison G., 2022]. Généralement, l'intérêt se porte sur trois âges de la vie, en lien avec des problématiques spécifiques : les enfants, voire les très jeunes enfants, et les besoins en modes de garde ou en accueil dans les écoles ; les personnes en âge d'être actif, et la capacité de production et de ressources pour le système de protection sociale ; et les personnes âgées, voire très âgées, avec les dépenses de retraite et la prise en charge de la perte d'autonomie. L'horizon d'intérêt peut aussi varier en fonction des sujets : l'horizon peut être de très court terme pour l'ouverture de classes par exemple ; il peut être de plus long terme pour adapter les métiers et les qualifications aux besoins de prise en charge d'une population vieillissante par exemple. Ainsi, en considérant deux variantes des projections de 2021, l'une de

fécondité basse et l'autre d'espérance de vie basse (les autres dimensions restant à chaque fois à leur valeur centrale), la population totale en 2035 ne s'écarterait pas de plus de 670 000 personnes du scénario central (soit – 1 % au plus). En revanche, les effectifs de classes d'âges particulières pourraient s'en écarter plus sensiblement : à ce même horizon, dans le scénario de fécondité basse, le nombre d'enfants de moins de 10 ans serait inférieur d'environ 650 000 par rapport au central, soit – 9 % (celui des 75 ans ou plus serait inchangé) ; dans le scénario d'espérance de vie basse, le nombre de personnes âgées de 75 ans ou plus serait inférieur d'environ 350 000 par rapport au central, soit – 4 % (celui des enfants de moins de 10 ans serait inchangé). Par ailleurs, des écarts peu importants en début de projection peuvent se creuser dans le temps. Ainsi, en 2070, les écarts seraient plus prononcés : la population totale serait inférieure de 2,4 à 4,0 millions par rapport au scénario central (soit de – 6 % à – 3 %), le nombre d'enfants de moins de 10 ans serait inférieur de 1,2 million (soit – 18 %) dans le scénario de fécondité basse et le nombre de personnes âgées de 75 ans ou plus serait inférieur de 1,8 million (soit – 15 %) dans le scénario d'espérance de vie basse.

Quelles hypothèses pour les projections de 2026 que l'Insee publiera en juin prochain ?

La méthode utilisée pour les projections de 2026 s'inscrit dans la lignée des exercices précédents. Un point essentiel est donc de s'accorder sur les hypothèses à retenir pour dessiner l'avenir, ou plutôt, les avènements possibles. Comme pour les précédents exercices, les hypothèses ont été définies par l'Insee, en s'appuyant sur une large consultation. Ainsi, mi-janvier 2026, pas moins de 220 experts venant d'horizons et de champs de compétences divers ont été sollicités : 70 viennent de la statistique publique (l'Insee, la Drees, c'est-à-dire le Service statistique ministériel (SSM) chargé des sujets santé et solidarités, le DSED, c'est-à-dire le SSM chargé des sujets Immigration...) ou d'administrations et institutions françaises (Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA), Conseil d'orientation des retraites (COR), Cour des comptes, Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam)...); 50 du monde de la recherche (notamment l'Institut national d'études démographiques (Ined), l'Institut des politiques publiques (IPP), Santé publique France) et 100 d'organisations internationales (Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ONU, Eurostat) ou d'instituts statistiques étrangers.

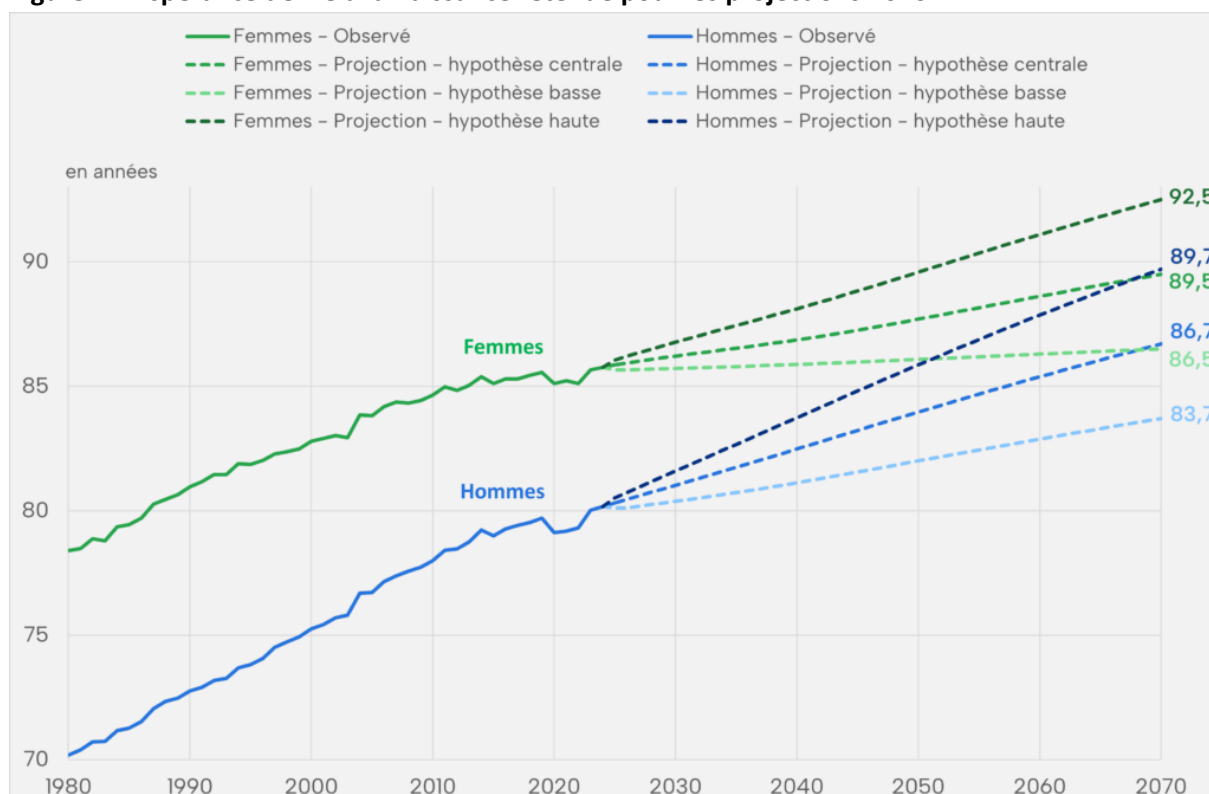
Au total, 66 questionnaires, reflétant l'avis de 84 personnes, ont été reçus. Pour les projections de 2021, 46 réponses avaient été recueillies ; c'était déjà deux fois plus qu'en 2016 ou 2010. Pour ce nouvel exercice de projection, les experts étaient invités à s'exprimer sur les questions suivantes : pensent-ils que le recul de la fécondité, à l'œuvre depuis une quinzaine d'années, va se poursuivre ? Si oui, jusqu'à quel niveau la fécondité peut-elle descendre en France ? Peut-elle atteindre demain le niveau actuel de la fécondité en Espagne, c'est-à-dire à peine un peu plus d'un enfant par femme ? Le ralentissement des gains d'espérance de vie va-t-il se poursuivre ou peut-on compter sur des gains encore significatifs à l'avenir ? À quel niveau vont se situer les migrations ?

Comme pour les précédents exercices, le détail des réponses des experts seront rendues publiques dans un document de travail. Mais il est d'ores et déjà possible de présenter les hypothèses que l'Insee a décidé de retenir, au vu de leur teneur.

Concernant la mortalité, trois périodes de référence pour estimer la tendance des quotients de mortalité ont été proposées aux experts : 2005-2025, 2010-2025 et 2015-2025. À chaque fois, les années 2020-2022, marquées par une surmortalité exceptionnelle [Blanpain N., 2023], ont été exclues

du calcul des tendances passées. Les gains d'espérance de vie ayant eu tendance à s'amoinrir au fil des vingt dernières années, plus la période de référence retenue est courte et donc récente, plus le gain d'espérance de vie d'ici à 2070 est faible. Toutefois, quelle que soit la période retenue, l'espérance de vie projetée en 2070 varie relativement peu : elle est toujours supérieure à l'espérance de vie actuelle, mais inférieure à la valeur retenue pour l'exercice de 2021. Les experts se sont prononcés à parts quasi-égales entre la période la plus longue (2005-2025) et la période la plus courte (2015-2025). La période la plus longue (2005-2025) a été finalement retenue, car elle recueillait un peu plus d'avis des experts en sa faveur. Elle conduit à réviser légèrement à la baisse la trajectoire d'espérance de vie par rapport au précédent exercice, sachant que l'exercice de 2021 a légèrement surestimé l'espérance de vie en 2025 [Blanpain N., Pariset C., Pointet J., Thélot H., 2026]. Ce choix conduit à une espérance de vie en 2070 de 89,5 ans pour les femmes et de 86,7 ans pour les hommes. Les experts se sont majoritairement prononcés pour une fourchette de +/- 3 ans à l'horizon 2070 pour les scénarios bas et haut (figure 2). Cette fourchette a donc été retenue.

Figure 2 – Espérance de vie à la naissance retenue pour les projections 2026



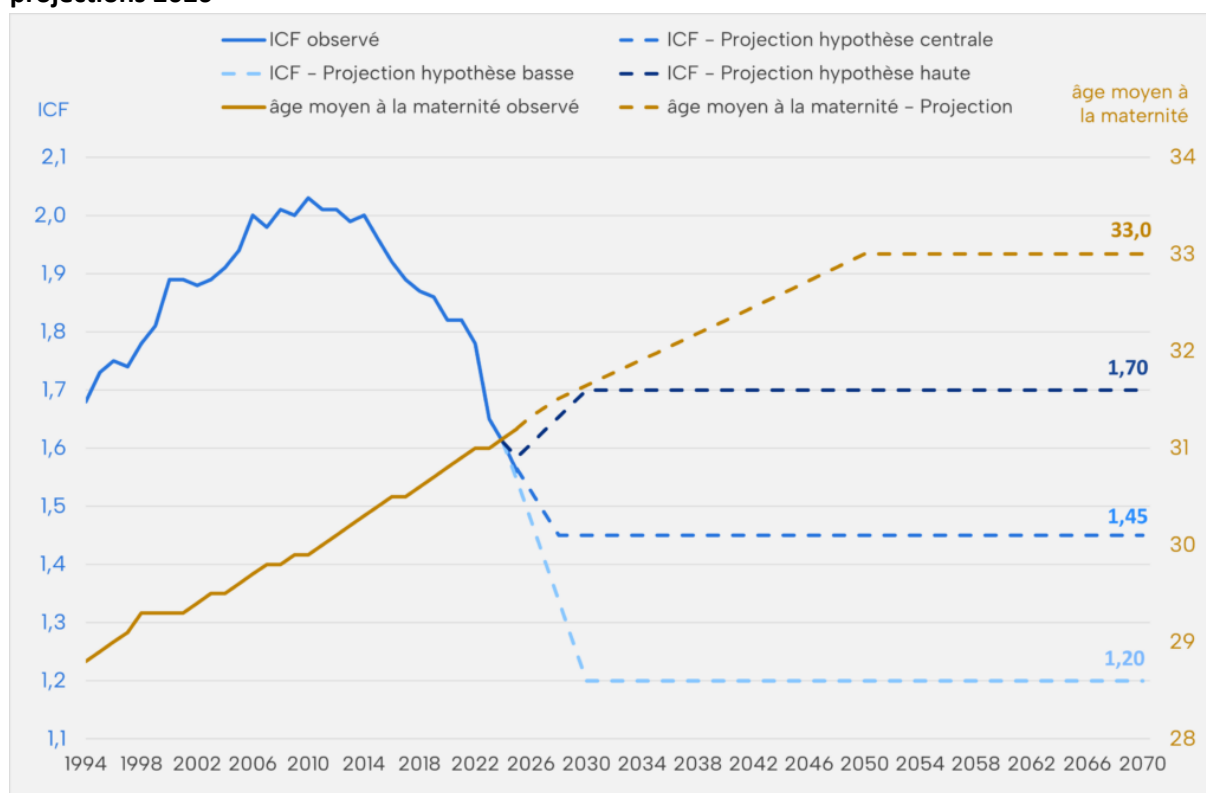
Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et France à partir de 2014.

Sources : Insee, estimations de population et statistiques d'état civil, projections de population 2026.

Concernant la fécondité, les dernières projections publiées en 2021 ont à la fois surestimé le niveau de la fécondité et sous-estimé la vitesse de sa baisse : en 2025, l'ICF s'élève à 1,56 enfant par femme, ce qui est non seulement en dessous de la valeur projetée pour 2025 dans le scénario central (cible à terme de 1,8 enfant par femme), mais aussi en dessous de celle du scénario de travail avec une fécondité très basse. En effet, bien qu'ayant retenu une cible à terme de 1,5 enfant par femme, ce scénario décrivait une baisse moins rapide de l'ICF sur les premières années de projection que ce qui a finalement été observé [Blanpain N., Pariset C., Pointet J., Thélot H., 2026]. Pour les projections de 2026, la poursuite de la baisse de la fécondité, cohérente avec le recul des intentions de fécondité [Bouchet-Valat M., Toulemon L., 2025], fait largement consensus parmi les experts. Sur le niveau à fixer,

les avis sont en revanche partagés, entre un ICF cible de 1,4 (voire moins) et un autre de 1,5. Les experts sont nombreux à privilégier une fourchette relativement large pour les scénarios bas et haut (+/- 0,2, voire +/- 0,3 ou plus) et une date de convergence rapprochée pour pouvoir rapidement différencier les trajectoires. Il a donc été décidé de retenir un ICF cible de 1,45, avec un intervalle de +/- 0,25 et une convergence à horizon 2028 pour le central et 2030 pour les scénarios bas et haut. L'âge moyen à la maternité, autre paramètre à fixer, a évolué sur la période 2018-2024 au même rythme que dans les projections de 2021 ; l'hypothèse de 2021 est donc conservée : l'âge moyen à la maternité est supposé continuer à croître jusqu'à 33 ans en 2050, puis se stabiliser au-delà (figure 3).

Figure 3 – Indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) et âge moyen à la maternité retenus pour les projections 2026

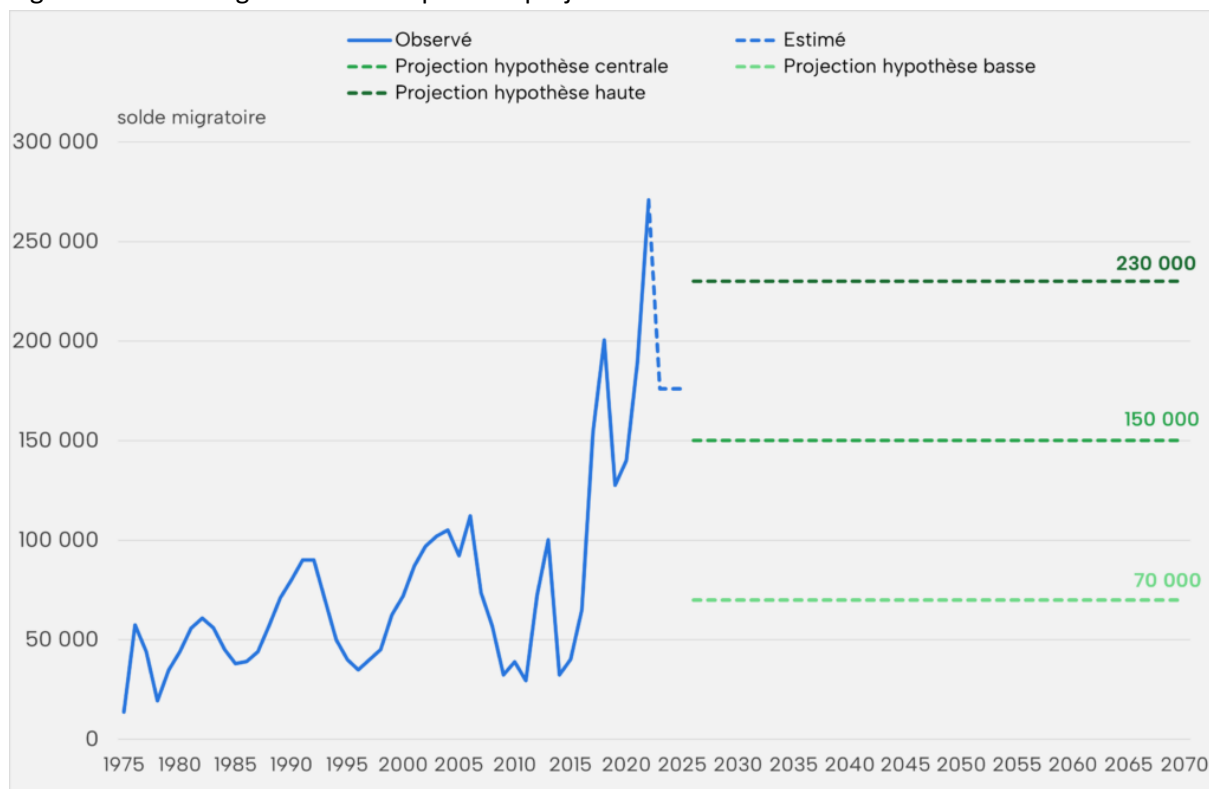


Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et France à partir de 2014.

Sources : Insee, estimations de population et statistiques d'état civil, projections de population 2026.

Concernant les migrations, l'hypothèse centrale des projections de 2021 était un solde migratoire annuel de + 70 000 personnes, soit un niveau très inférieur à ce qui a été observé à la fin des années 2010 et au début des années 2020 (ces dernières étant marquées par le contexte très particulier de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine, qui ont eu un impact sur les mouvements de population) [Blanpain N., Pariset C., Pointet J., Thélot H., 2026]. Pour les projections de 2026, les experts se sont majoritairement prononcés pour un solde migratoire annuel de + 120 000 ou de + 150 000, en se répartissant à parts égales entre ces deux options, et pour une fourchette de +/- 50 000 ou plus large. Un niveau de + 150 000, cohérent avec les derniers niveaux connus [Pariset C., 2025], et une fourchette de +/- 80 000, traduisant l'incertitude importante qui existe en la matière, ont donc été retenus (figure 4).

Figure 4 – Solde migratoire retenu pour les projections 2026



Note : Les données observées et estimées du solde migratoire sont celles du bilan démographique 2025 [Thélot H., 2026]. Pour les années 2023 à 2025, le solde migratoire est ainsi estimé conventionnellement comme la moyenne des trois derniers soldes migratoires connus (2020, 2021, 2022).

Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et France à partir de 2014.

Sources : Insee, estimations de population et statistiques d'état civil, projections de population 2026.

Ces hypothèses sont maintenant fixées. L'Insee va désormais dérouler le fil des projections qui en découle. Rendez-vous début juin 2026 pour la publication de leurs résultats, détaillés et commentés.

Pour en savoir plus

- Insee, « Les projections de population, de population active et de ménages »
- Blanpain N., Pariset C., Pointet J., Thélot H., 2026, « Projections de population 2026 : comment les évolutions démographiques récentes peuvent éclairer le choix des hypothèses ? », note d'accompagnement de la consultation des experts
- Thélot H., 2026, « Bilan démographique 2025 – En 2025, le solde naturel en France est négatif pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale », Insee Première n° 2087, janvier
- Guillot M., 2025, « Projections démographiques : comment ça marche ? »
- Dufeutrelle J., Pucher O., Louvel A., 2025, « 700 000 seniors en perte d'autonomie supplémentaires d'ici 2050 », Insee Première n° 2078, octobre
- Bouchet-Valat M., Toulemon L., 2025, « Les Français-es veulent moins d'enfants », Population et sociétés n° 635, juillet-août
- Pariset C., 2025, « Flux migratoires – Des entrées sur le territoire en baisse en 2023, mais toujours à un niveau élevé », Insee Première n° 2050, mai
- Robert-Bobée I., Tavan C., 2025, « L'espérance de vie, un calcul certes fictif, mais très utile », Le blog de l'Insee, janvier
- Gamblin V., 2024, « De 2 à 6 millions de ménages supplémentaires en France entre 2018 et 2050 », Insee Focus n° 317, janvier
- Bechichi N., Fabre M., Olivia T., 2023, « Une actualisation des projections de population active tenant compte de la réforme des retraites de 2023 », Insee Références « Emploi, chômage, revenus du travail » – édition 2023, juin
- Blanpain N., 2023, « 53 800 décès de plus qu'attendus en 2022 : une surmortalité plus élevée qu'en 2020 et 2021 », Insee Première n° 1951, juin
- Cazaubiel A., El Guendouz A., 2022, « D'ici 2070, un tiers des régions perdraient des habitants », Insee Première n° 1930, novembre
- Papon S., 2022, « Malgré le contexte pandémique, les naissances augmentent en 2021 après six années de baisse », Insee Focus n° 274, septembre
- Bechichi N., Fabre M., Olivia T., 2022, « Projections de population active : le nombre d'actifs diminuerait à partir de 2040 », Insee Références « Emploi, chômage, revenus du travail » – édition 2022, juin
- Toulemon L., Algava É., Blanpain N., Pison G., 2022, « La population française devrait continuer de vieillir d'ici un demi-siècle », Population et sociétés n° 597, février
- Insee, 2021, « Pyramides des âges interactives 2021 – 2070 »
- Algava É., Blanpain N., 2021, « 68,1 millions d'habitants en 2070 : une population un peu plus nombreuse qu'en 2021, mais plus âgée », Insee Première n° 1881, novembre, (A)
- Algava É., Blanpain N., 2021, « Projections de population 2021-2070 – Résultats et pyramides des âges », Insee Résultats, novembre, (B)
- Algava É., Blanpain N., 2021, « Projection de population pour la France – Méthodes et hypothèses », Document de travail Insee n° 2021/05, novembre, (C)
- Pison G., 2019, « Pourquoi l'espérance de vie augmente-t-elle moins vite en France ? », Population et sociétés n° 564, mars
- Masson L., 2015, « La fécondité en France résiste à la crise », Insee Références « France portrait social », novembre
- Leridon H., 2015, « L'histoire des prévisions », intervention aux journées débat des 70 ans de l'Ined, septembre

- Blanchet D., Le Gallo F., 2014, « Retour vers le futur : trente ans de projections démographiques », Insee Références « Trente ans de vie économique et sociale » – édition 2014, janvier
- Valin J., Meslé F., 2010, « Espérance de vie : peut-on gagner trois mois par an indéfiniment ? », Population et sociétés n° 473, décembre